Bruxelles, le 7 septembre – La première session plénière de la réunion internationale des Nations unies sur la question de la Palestine s'est tenue à Bruxelles dans l'après-midi du 7 septembre. Cette rencontre de deux jours, organisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, vise à faire connaître les conséquences de l'occupation israélienne sur la population palestinienne, ainsi que le coût économique des colonies.

Les discussions ont eu lieu entre Rima Khalaf, Secrétaire général adjointe et Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale à Beyrouth, Abdulhadi Hantash, expert territorial et des colonies à Hébron, et Jad Isaac, Directeur général de l'Institut de recherche appliquée de Bethléem. Le modérateur des débats était Mouin Rabbani, chercheur auprès de l'Institut des études sur la Palestine, et co-éditeur du journal Jadaliyya.

Sous l'intitulé « Les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés – situation sur le terrain », ces experts ont délivré plusieurs déclarations à propos des mesures israéliennes visant à modifier la démographie sur le terrain par le transfert de colons juifs au sein des territoires palestiniens occupés, chassant ainsi les populations locales.

Mme Khalaf a déclaré qu'en transférant illégalement certains de ses citoyens sur les territoires occupés, de même qu'en leur accordant des traitements de faveur et des droits, Israël a établi un système désastreux de ségrégation et de discrimination raciale. L'accaparement de la terre a commencé peu après la guerre de 1967, lorsqu'Israël a officiellement annexé Jérusalem-Est et les territoires alentours, a-t-elle ajouté. Une telle pratique existe également sous d'autres formes, comme la confiscation des territoires appartenant aux Palestiniens et la désignation de certaines zones comme militaires, zones de tirs ou réserves naturelles. L'exemple le plus frappant d'accaparement de terres reste cependant la construction des colonies israéliennes. Les gouvernements successifs ont tous soutenu et aidé à l'expansion des colonies et au développement de leur population à l'intérieur des territoires palestiniens occupés.

M. Hantash a déclaré que l'occupation israélienne menait une triple action. Premièrement, elle tente de modifier les caractéristiques du territoire palestinien en y instaurant un Etat qui exclut tout ce qui est non-juif. Deuxièmement, elle cherche à relier les colonies principales entre elles. Ensuite, elle a pour but de déplacer les populations palestiniennes. Dans certains cas, des Palestiniens étaient expulsés et abandonnés à leur sort dans le désert où ils mourraient. Une plainte a été déposée afin que des Palestiniens vivant dans des caves puissent retourner sur leurs terres après qu'elles aient été déclarées zone militaire.

M. Isaac a déclaré qu'Israël jouissait d'une croissance économique sans précédent, tout en ne faisant face à pratiquement aucune menace pour sa sécurité dans la région. Cette conjoncture favorable rend les dirigeants israéliens peu à même de faire des concessions. Israël a profité de la tourmente au Moyen-Orient pour accélérer ses actions unilatérales et créer une nouvelle réalité sur le terrain. L'opinion publique israélienne a

globalement été endoctrinée à penser que ces territoires n'étaient pas occupés mais plutôt «contestés», avec Jérusalem unie comme capitale éternelle de l'Etat d'Israël. « L'occupation est une entreprise qui rapporte », a-t-il déclaré, précisant que l'économie de la Palestine perd 7 milliards de dollars chaque année à cause d'elle.

A la suite des présentations des experts, le modérateur M. Rabbani a déclaré à son tour que le problème de la colonisation était significatif car l'implantation forcée de populations fait partie des violations les plus sévères de la Convention de Genève et du Statut de Rome, et représente l'essence même de l'occupation coloniale d'Israël. Cette implantation systématique, préméditée et délibérée avait pour but avoué d'empêcher le développement d'un cadre pour le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Il y a eu une différence entre les colonies et l'occupation militaire. Une occupation militaire pourrait être légitime, mais la question serait plutôt de savoir si la présence d'Israël pouvait encore être qualifiée d'occupation militaire.

Au cours des discussions qui s'en sont suivis, Walid Assaf, représentant de la Commission de résistance face au mur et à la colonisation, a mis en évidence que les actions menées dans les colonies n'étaient pas le fait d'individus isolés mais bien la responsabilité du gouvernement, qui alloue des budgets en la matière et dont les ministères prennent part dans la planification des colonies.

Christine Chanet, ancienne présidente de la mission d'enquête sur les colonies israéliennes auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, a déclaré qu'il était nécessaire de s'interroger sur la légalité de l'occupation militaire « étendue ».

Ardi Imseis, doctorant au département d'études internationales et politiques de l'Université de Cambridge, a déclaré que la Palestine devrait poser la question de la légalité de l'occupation prolongée auprès de la Cour internationale de Justice.

Riyad H. Mansour, Observateur permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations Unies à New York a déclaré qu'il n'était pas bon de demander un autre avis consultatif de la Cour internationale de Justice. En lieu et place, il faudrait revisiter tous les outils disponibles afin de faire payer l'occupation et les colonies israéliennes.

Plusieurs représentants des Etats membres, ainsi que des ONG et des agences des Nations Unies ont émis des commentaires quant sur les thématiques liées au manque de protection envers les civils palestiniens, l'augmentation du nombre de victimes parmi les enfants, la viabilité de la solution à deux Etats et les financements de soutien des Etats-Unis envers les colonies israéliennes.